



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

**Fourniture d'un ensemble de capteurs de force, d'un système d'acquisition et d'un mannequin de crash (tête et cou) pour l'ISAE-SUPAERO.**

---

**Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace**  
10 Avenue Marc Pégélin  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture d'un ensemble de capteurs de force avec système d'acquisition et d'un mannequin de crash (tête et cou) pour l'ISAE-SUPAERO.
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	3
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Délai de livraison proposé par le candidat
	<b>Reconduction</b>	Non
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Clauses techniques particulières .....	4
3.1- Spécifications techniques minimales pour les 3 lots .....	4
3-2. Livrables .....	6
3.2.1-Documentations .....	6
3.2.2-Installation, mise en service et vérification du matériel .....	6
3.2.3 -Formation.....	6
3.2.4 -Assistance technique.....	6
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
4.2 - Délai de livraison.....	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières .....	7
7 - Avance .....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	8
8.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10 - Développement durable .....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1 - Vérifications .....	9
11.2 - Décision après vérification .....	9
12 - Garantie des prestations.....	9
13 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	9
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
15 – Pénalités de retard .....	9
16 - Assurances.....	9
17 - Clause de réexamen .....	9
18 - Résiliation du contrat.....	10
18.1 - Conditions de résiliation.....	10
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	10
19 - Règlement des litiges et langues.....	10
20 - Dérogations.....	10

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Dans le cadre du projet CertiDrone, une arbalète de crash a été acquise en 2024 au Département Mécanique des Structures et Matériaux de l'ISAE-SUPAERO. Ce banc d'essais est destiné à examiner les scénarios d'impact d'un drone sur une structure ou un mannequin instrumenté. Il s'agit d'un dispositif d'essais au crash de drones ( $\leq 4$  kg) avec système de lancement ( $\leq 20$  m/s), mur d'impact, instrumentations en temps réel d'observation de l'impact et des débris générés et des dommages subis par les cibles. Le présent marché a pour but de compléter les équipements de ce banc.

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la fourniture d'un ensemble de capteurs de force, d'un système d'acquisition et d'un mannequin de crash (tête et cou) pour l'ISAE-SUPAERO.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Ensemble de capteurs de force tri-axes permettant de constituer une cible instrumentée
02	Système d'acquisition rapide multivoies permettant l'acquisition des signaux provenant des capteurs des cibles instrumentées
03	Cible vulnérable constituée de la partie haute d'un mannequin de crash standard modèle Hybride 3 / 50% équipée du cou et de la nuque permettant d'insertion d'un capteur de force (compatible avec capteur cou/tête Kistler ref : M555A6AFM90A00Y0). Le thorax sera chiffré en prestation supplémentaire éventuelle.

# 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

# 3 - Clauses techniques particulières

## 3.1- Spécifications techniques minimales pour les 3 lots

Le titulaire devra fournir le matériel répondant aux spécifications techniques minimales indiquées ci-dessous. Certaines de ces spécifications sont considérées comme impératives. Elles revêtent un caractère obligatoire, si la fonction n'est pas assurée ou respectée dans sa totalité, l'offre du candidat sera jugée irrégulière et sera éliminée. Les spécifications de type souhaitables seront notées et valorisées au prorata de la valeur maximale atteinte et pondérées par un coefficient en fonction de l'importance du critère.

La liste de ces spécificités est énoncée ci-après :

- Lot n°1 : ensemble de huit capteurs de force tri-axes permettant de constituer une cible instrumentée

Caractéristiques	Exigences			Type d'exigences
Niveau d'effort	$F_x$	$F_y$	$F_z$	
Tri-axes (kN)	20	20	60	Impérative
Dynamique des capteurs	$F_{min}$	$F_{max}$		
(kN)	0.5	80		Souhaitable
$F_0$ , fréquence de résonnance	$\geq 1000$			Impérative

(Hz)	≥ 2000	Souhaitable
Technologie	Piézoélectrique, précontraints	Souhaitable
Quantité	8	<b>Impérative</b>
Montage	Chappe de montage Fixation par 4 vis des deux côtés du capteur	Souhaitable
Longueur des câbles (m)	5 10	<b>Impérative</b> Souhaitable
Connectique de sortie	BNC	Souhaitable
Masse unitaire (kg)	≤ 15	<b>Impérative</b>
Garantie	2 ans à minima	<b>Impérative</b>

- **Lot n°2 :** système d'acquisition rapide multivoies permettant l'acquisition des signaux provenant des capteurs des cibles instrumentées

Caractéristiques	Exigences	Type d'exigences
Nombre totale de voies	32	<b>Impérative</b>
Fréquence d'acquisition par voie (kHz)	≥ 100 ≥ 200	<b>Impérative</b> Souhaitable
Conditionnement	IEPE Volts : +/- 10V Pont de jauges : quart de pont, demi-pont et pont complet	Souhaitable <b>Impérative</b> <b>Impérative</b>
Nombre de voies Volts / IEPE	24	<b>Impérative</b>
Nombre de voies Pont de jauges	8	<b>Impérative</b>
Numérisation des signaux	16 bits 24 bits	<b>Impérative</b> Souhaitable
Connectique voies Volts / IEPE	BNC	Souhaitable
Connectique voies Pont de jauges	Bornier à vis ou connectique rapide	Souhaitable
Filtre par voie (kHz)	50 100 Non filtré	<b>Impérative</b> Souhaitable <b>Impérative</b>
Déclenchement de l'acquisition	Trigger sur niveau réglable par voie avec pré-trigger	<b>Impérative</b>
Logiciel d'acquisition	Visualisation graphique des signaux Réglage des voies (conditionnement, trigger, filtres) Export (ASCII, Excel, Matlab) Compatible Windows 11 Licence multiposte	<b>Impérative</b> <b>Impérative</b> Souhaitable Souhaitable Souhaitable
Communication PC	Ethernet 1 Gbit	Souhaitable

- **Lot n°3 :** cible vulnérable constituée d'une tête de mannequin de crash standard modèle Hybride 3 / 50th équipée du cou et de la nuque permettant d'insertion d'un capteur de force

**Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :**

L'ISAE-SUPAERO exige que les candidats chiffrent en option, la fourniture d'un thorax hybride H3 50th, compatible avec la tête et le cou. Ce thorax devra répondre aux exigences du modèle H3FAA (spécifiées dans la norme ASTM F3389/F3389M).

Caractéristiques	Exigences	Type d'exigences
Modèle	Hybride H3 / 50th / H3FAA	<b>Impérative</b>
Eléments du mannequin	Tête Cou / nuque Thorax (H3FAA)	<b>Impérative</b> <b>Impérative</b> En option (chiffage obligatoire)

Compatibilité	Capteur cou/tête Kistler ref : M555A6AFM90A00Y0	Impérative
---------------	--	------------

### 3-2. Livrables

#### 3.2.1-Documentations

Le candidat s'engage à fournir toute la documentation, rédigée de préférence en langue française, a minima en langue anglaise, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel et à sa maintenance. La documentation fournie à la livraison de l'équipement devra comprendre :

- Notice d'utilisation et de maintenance,
- Plans et schémas de câblage,
- Certificats de conformité électrique et de sécurité de l'équipement,
- Attestation de conformité CE,
- Les supports amovibles contenant les logiciels et leurs licences d'utilisation.

#### 3.2.2-Installation, mise en service et vérification du matériel

L'installation et la mise en service est à la charge du titulaire qui spécifiera les conditions nécessaires à l'installation de l'équipement. L'ISAE-SUPAERO assurera la fourniture électrique pour le raccordement de l'équipement.

#### 3.2.3 -Formation

La formation à l'utilisation concerne les lots n°2 et 3. Elle sera assurée par le titulaire ou spécialistes agréé par le titulaire, au sein du Département Mécanique des Structures et Matériaux, sur le campus de l'ISAE-SUPAERO. Elle aura lieu durant une demi-journée pour un public de 3 personnes maximum. Le titulaire fournira les supports aux participants. A l'issue de la formation, les personnes formées devront être en mesure d'utiliser l'équipement de manière autonome. La formation débutera après installation complète du matériel à la date communiquée par le service DMSM, en accord avec le titulaire.

Si la formation n'a pas atteint les objectifs susmentionnés, le titulaire s'engage à organiser une nouvelle session à ses frais avec les ajustements convenus entre lui et l'ISAE-SUPAERO.

#### 3.2.4 -Assistance technique

Le candidat s'engage à fournir une assistance technique téléphonique dont les conditions seront précisées dans le mémoire technique, pendant (*à minima*) toute la durée de la garantie.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est conditionnée aux délais de livraison proposés par les titulaires des trois lots.

### 4.2 - Délai de livraison

L'acte d'engagement fixe le délai de livraison propre à chaque lot (délai proposé par les candidats).

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix indiqués à l'Acte d'Engagement comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au présent CCP. Aucune facturation de supplément ne sera acceptée.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 20 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché ou de la tranche lorsque l'avance est inférieure ou égale à 15.0 %. Si l'avance est supérieure à 15.0 %, son remboursement commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le pourcentage obtenu en application de la formule suivante : 80.0 % - pourcentage de l'avance.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur les informations suivantes, obligatoires pour déposer les factures sur le portail dédié :

- le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : **130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;
- le code service "**FACTURES avec ENGAGEMENT**" ;
- le **n° d'engagement** correspond au n° du bon de commande émis par l'ISAE ou au numéro EJ communiqué au moment de la notification pour les marchés conclus à prix forfaitaires (**numéro au format 450000xxxx**).

### 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

ISAE-SUPAERO  
10 Avenue Marc Pélegrin  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :



La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## 10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

### 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, à l'exception du délai qui est porté à 30 jours.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 13 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 – Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Au titre du présent marché public et pendant toute la durée de son exécution, il est convenu entre les parties de procéder à un réexamen pour tenir compte des évolutions tenant au marché dans les cas suivants :

- correction d'une erreur matérielle manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambiguïté, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.)

Le réexamen se fera par ordre de service adressé au titulaire du marché et précisera le ou les motifs de réexamen. Il produira ses effets dès réception par le titulaire du marché de la notification de l'ordre de service.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 9 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services